

Convention collective

IDCC : 9761. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE**
(Seine-Maritime)
(28 février 1983)

(Etendue par arrêté du 20 février 1984,
Journal officiel du 1^{er} mars 1984)

AVENANT N° 4 DU 20 JANVIER 2015
À L'ACCORD DE PRÉVOYANCE DU 25 JANVIER 2007

NOR : AGRS1597275M
IDCC : 9761

Entre :

La FNSEA de la Seine-Maritime ;

La FDCUMA de la Seine-Maritime,

D'une part, et

La FGA CFDT de Seine-Maritime ;

La CFTC-Agri de Haute-Normandie ;

La FGTA FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 3 « Incapacité permanente (invalidité) » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3

Incapacité permanente (invalidité)

En cas d'attribution d'une rente accident de travail au taux d'incapacité au moins égal à 66,66 % ou d'une pension d'invalidité des assurances agricoles de catégorie 1, 2 ou 3, l'organisme assureur verse aux salariés une pension mensuelle complémentaire à celle versée par la mutualité sociale agricole égale à 30 % de 1/12 des salaires bruts perçus au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise.

A la fin de chaque année civile, la revalorisation des prestations incapacité de travail complémentaires est examinée par le conseil d'administration de l'institution, lequel fixe, pour l'exercice suivant, le coefficient servant à la revalorisation des prestations en cours de service.

S'agissant des pensions d'invalidité en cours de service auprès d'un organisme assureur autre que celui désigné au présent article 7, les revalorisations postérieures à la date d'effet du présent régime sont prises en charge par l'organisme désigné à l'article 7 dans la mesure où elles ne le sont pas par l'organisme antérieurement désigné. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet au premier jour du mois civil suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et qui sera déposé à la DIRECCTE de Haute-Normandie, unité territoriale de la Seine-Maritime, cité administrative, 2 rue Saint-Sever, 76032 Rouen Cedex.

Fait à Bois-Guillaume, le 20 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)